



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

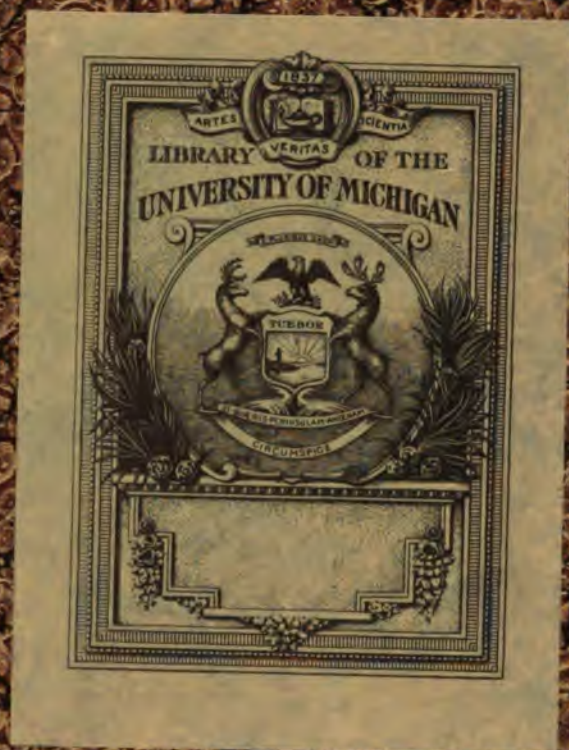


JX  
681  
.A2  
1907

C 509,610















JX  
681  
A2  
1907



















37  
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

---

# DOCUMENTS DIPLOMATIQUES

---

AFFAIRES D'ÉTHIOPIE

---

COMMERCE DES ARMES À LA CÔTE DES SOMALIS

---

1906



PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

---

MDCCCCVII



1. The first part of the document is a list of the names of the persons who have been appointed to the various offices of the city of New York.

2. The second part of the document is a list of the names of the persons who have been appointed to the various offices of the city of New York.

3. The third part of the document is a list of the names of the persons who have been appointed to the various offices of the city of New York.

4. The fourth part of the document is a list of the names of the persons who have been appointed to the various offices of the city of New York.

5. The fifth part of the document is a list of the names of the persons who have been appointed to the various offices of the city of New York.

6. The sixth part of the document is a list of the names of the persons who have been appointed to the various offices of the city of New York.

7. The seventh part of the document is a list of the names of the persons who have been appointed to the various offices of the city of New York.

8. The eighth part of the document is a list of the names of the persons who have been appointed to the various offices of the city of New York.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

---



**DOCUMENTS DIPLOMATIQUES**

---

**AFFAIRES D'ÉTHIOPIE**

---

**COMMERCE DES ARMES À LA CÔTE DES SOMALIS**

---

**1906**





France.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

---

# DOCUMENTS DIPLOMATIQUES

---

AFFAIRES D'ÉTHIOPIE

---

COMMERCE DES ARMES À LA CÔTE DES SOMALIS

---

1906



PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

---

MDCCCCVII





Lib. com.  
Champs.  
2-20-24  
92.59

## TABLE DES MATIÈRES.

NU- MÉROS.	DESTINATION ET PROVENANCE DES DÉPÊCHES.	DATES.	OBJET.	PAGES.
1	M. PAUL CAMBON à M. LÉON BOURGEOIS	6 juillet 1906..	Envoi du texte de l'arrangement relatif à l'Abyssinie parafé.	7
2	M. LÉON BOURGEOIS à M. LAGARDE....	7 juillet 1906...	Instructions en vue de communiquer à l'Empereur Ménélik l'arrange- ment parafé la veille.	11
3	M. LAGARDE à M. LÉON BOURGEOIS.....	18 juillet 1906.	Démarche auprès de l'Empereur Ménélik.	12
4	M. BARRÈRE à M. LÉON BOURGEOIS.....	13 nov. 1906...	Instructions du Marquis de San Giuliano.	12
5	M. LAGARDE à M. STÉPHEN PICHON....	5 déc. 1906...	L'Empereur Ménélik a accusé ré- ception de l'arrangement.	13
6	M. PAUL CAMBON à M. STÉPHEN PICHON.	13 déc. 1906...	Signature des conventions. — Envoi du texte de l'arrangement relatif à la contrebande des armes à la Côte des Somalis.	13





MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

---

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES.

---

AFFAIRES D'ÉTHIOPIE.

---

COMMERCE DES ARMES À LA CÔTE DES SOMALIS.

---

1906.

---

N° 1.

M. Paul CAMBON, Ambassadeur de la République française à Londres,  
à M. Léon BOURGEOIS, Ministre des Affaires étrangères.

Londres, le 6 juillet 1906.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint l'instrument de l'Arrangement abyssin, qui a été parafé aujourd'hui par Sir Edward Grey, M. Tittoni et moi.

M. Tittoni a demandé à cette occasion que nous adhérions à une déclaration dont Sir Edward Grey et moi lui avons donné acte. Le texte de cette déclaration est également annexé à la présente dépêche.

Paul CAMBON.

(ANNEXE N° 1 À LA LETTRE DE M. PAUL CAMBON DU 6 JUILLET 1906.)

## ARRANGEMENT

*concernant l'Abyssinie, entre la France, la Grande-Bretagne et l'Italie.*

L'intérêt commun de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie étant de maintenir intacte l'intégrité de l'Éthiopie, de prévenir toute espèce de trouble dans les conditions politiques de l'Empire éthiopien, d'arriver à une entente commune en ce qui concerne leur conduite en cas d'un changement de situation qui pourrait se produire en Éthiopie, et de pourvoir à ce que, de l'action des trois États, en protégeant leurs intérêts respectifs, tant dans les Possessions britanniques, françaises et italiennes avoisinant l'Éthiopie qu'en Éthiopie même, il ne résulte pas de dommages préjudiciables aux intérêts de l'une quelconque des trois puissances, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie donnent leur agrément à l'Arrangement suivant :

ARTICLE 1<sup>er</sup>. — La France, la Grande-Bretagne et l'Italie sont d'accord pour maintenir le *statu quo* politique et territorial en Éthiopie tel qu'il est déterminé par l'état des affaires actuellement existantes et les arrangements suivants :

(a) Les Protocoles anglo-italiens des 24 mars et 15 avril 1891, et du 5 mai 1894, et les Arrangements subséquents qui les ont modifiés, y compris les réserves formulées par le Gouvernement français à ce sujet en 1894 et 1895 ;

(b) La Convention anglo-éthiopienne du 14 mai 1897, et ses annexes ;

(c) Le Traité italo-éthiopien du 10 juillet 1900 ;

(d) Le Traité anglo-éthiopien du 15 mai 1902 ;

(e) La Note annexée au traité précité du 15 mai 1902 ;

(f) La Convention du 11 mars 1862, entre la France et les Danakils ;

(g) L'Arrangement franco-anglais des 2-9 février 1888 ;

(h) Les Protocoles franco-italiens du 24 janvier 1900 et du 10 juillet 1901, pour la délimitation des possessions italiennes et françaises dans le littoral de la mer Rouge et le golfe d'Aden ;

(i) La Convention franco-éthiopienne pour les frontières du 20 mars 1897.

Il est entendu que les diverses conventions mentionnées dans le présent article ne portent aucune atteinte aux droits souverains de l'Empereur d'Abyssinie et ne modifient en rien les rapports entre les trois Puissances et l'Empire éthiopien tels qu'ils sont stipulés dans le présent Arrangement.

ARTICLE 2. — Pour les demandes de concessions agricoles, commerciales et industrielles en Éthiopie, les trois Puissances donneront pour instructions à leurs représentants d'agir de telle sorte que les concessions qui seront accordées dans l'intérêt d'un des trois États ne nuisent pas aux intérêts des deux autres.



ARTICLE 3. — Si des compétitions ou des changements intérieurs se produisaient en Éthiopie, les Représentants de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie observeraient une attitude de neutralité, s'abstenant de toute intervention dans les affaires du pays et se bornant à exercer telle action qui serait, d'un commun accord, considérée comme nécessaire pour la protection des légations, des vies et des propriétés des étrangers, et des intérêts communs des trois puissances.

En tous cas, aucun des trois Gouvernements n'interviendrait d'une manière et dans une mesure quelconques qu'après entente avec les deux autres.

ARTICLE 4. — Dans le cas où les événements viendraient à troubler le *statu quo* prévu par l'article 1<sup>er</sup>, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie feront tous leurs efforts pour maintenir l'intégrité de l'Éthiopie. En tous cas, se basant sur les accords énumérés audit article, elles se concerteraient pour sauvegarder :

a) Les intérêts de la Grande-Bretagne et de l'Égypte dans le bassin du Nil, et plus spécialement en ce qui concerne la réglementation des eaux de ce fleuve et de ses affluents (la considération qui leur est due étant donnée aux intérêts locaux), sous réserve des intérêts italiens mentionnés au paragraphe b);

b) Les intérêts de l'Italie en Éthiopie par rapport à l'Érythrée et au Somaliland (y compris le Benadir), et plus spécialement en ce qui concerne l'hinterland de ses possessions et l'union territoriale entre elles à l'ouest d'Addis-Abeba;

c) Et les intérêts français en Éthiopie par rapport au protectorat français et de la côte des Somalis à l'hinterland de ce protectorat et à la zone nécessaire pour la construction et le trafic du chemin de fer de Djibouti à Addis-Abeba.

ARTICLE 5. — Le Gouvernement français communique aux Gouvernements britannique et italien :

1° L'acte de concession du chemin de fer franco-éthiopien du 9 mars 1894;

2° Une communication de l'Empereur Ménélik en date du 8 août 1904, dont la traduction est annexée au présent accord, et qui invite la Compagnie concessionnaire à construire le second tronçon de Dirré-Daoua à Addis-Abeba.

ARTICLE 6. — Les trois Gouvernements sont d'accord pour que le chemin de fer de Djibouti soit prolongé de Dirré-Daoua à Addis-Abeba, avec embranchement éventuel vers Harrar, soit par la Compagnie du chemin de fer éthiopien en vertu des actes énumérés à l'article précédent, soit par toute autre compagnie privée française qui lui serait substituée avec l'agrément du Gouvernement français, à la condition que les nationaux des trois pays jouiront pour les questions de commerce et de transit d'un traitement absolument égal à la fois sur le chemin de fer et dans le port de Djibouti. Les marchandises ne seront passibles d'aucun droit fiscal de transit au profit de la Colonie ou du Trésor français.

ARTICLE 7. — Le Gouvernement français prètera son concours pour qu'un Anglais, un Italien et un Représentant de l'Empereur d'Abyssinie fassent partie du conseil

d'administration de la ou des compagnies françaises qui seront chargées de l'exécution et de l'exploitation du chemin de fer de Djibouti à Addis-Abeba. Il est stipulé par réciprocité que les Gouvernements anglais et italien prêteront leur concours pour qu'un poste d'administrateur soit également assuré dans les mêmes conditions à un Français, dans toute société anglaise ou italienne qui aurait été formée ou se formerait pour la construction ou l'exploitation de chemins de fer allant d'un point quelconque en Abyssinie à un point quelconque des territoires voisins anglais ou italiens. De même, il est entendu que les nationaux des trois pays jouiront pour les questions de commerce et de transit d'un traitement absolument égal à la fois sur les chemins de fer qui seraient construits par des sociétés anglaises ou italiennes et dans les ports anglais ou italiens d'où partiraient ces chemins de fer. Les marchandises ne seront passibles d'aucun droit fiscal de transit au profit des Colonies ou des Trésors anglais et italien.

Les trois Puissances signataires sont d'accord pour étendre aux nationaux de tous les autres pays le bénéfice des dispositions des articles 6 et 7 relatives à l'égalité de traitement en matière de commerce et de transit.

ARTICLE 8. — Le Gouvernement français s'abstiendra de toute intervention en ce qui concerne la concession précédemment accordée au delà d'Addis-Abeba.

ARTICLE 9. — Les trois Gouvernements sont d'accord pour que toute construction de chemin de fer en Abyssinie à l'ouest d'Addis-Abeba soit, dans la mesure où un concours étranger est nécessaire, exécutée sous les auspices de l'Angleterre. De même, les trois Gouvernements sont d'accord pour que toute construction de chemin de fer en Éthiopie reliant le Benadir à l'Érythrée à l'ouest d'Addis-Abeba soit, dans la mesure où un concours étranger est nécessaire, exécutée sous les auspices de l'Italie. Le Gouvernement britannique se réserve le droit de se servir, le cas échéant, de l'autorisation accordée par l'empereur Ménélik à la date du 28 août 1904, de construire un chemin de fer du Somaliland britannique à travers l'Éthiopie jusqu'à la frontière soudanaise, à la condition toutefois de s'entendre au préalable avec les Gouvernements français et italien, les trois Gouvernements s'interdisant de construire, sans entente préalable, aucune ligne pénétrant en territoire abyssin ou devant se raccorder aux lignes abyssines, et de nature à faire concurrence directe à celles qui seront établies sous les auspices de l'une d'elles.

ARTICLE 10. — Les représentants des trois Puissances se tiendront réciproquement complètement informés et coopéreront pour la protection de leurs intérêts respectifs. Dans le cas où les représentants anglais, français et italiens ne pourraient pas se mettre d'accord, ils en référeraient à leurs Gouvernements respectifs, et suspendraient, en attendant, toute action.

ARTICLE 11. — En dehors des arrangements énumérés à l'article 1<sup>er</sup> et à l'article 5 de la présente Convention, aucun accord conclu par l'une quelconque des Puissances contractantes en ce qui concerne la région éthiopienne ne sera opposable aux autres Puissances signataires du présent Arrangement.

P.<sup>e</sup>CAMBON.

(ANNEXE À L'ARRANGEMENT.)

*Traduction de la lettre impériale du 8 août 1904 autorisant la Compagnie du chemin de fer à entreprendre la construction de la ligne de Dirré-Daoua à Addis-Abeba.*

Lion vainqueur de la tribu de Judas, MÉNÉLIK II, élu du Seigneur, roi des rois d'Éthiopie,

à M. le Ministre plénipotentiaire du Gouvernement français à Addis-Abeba,

Salut :

Afin que la Compagnie du chemin de fer ne perde pas de temps inutilement, je vous informe qu'il est de ma volonté qu'elle entreprenne vite les travaux de la ligne de Dirré-Daoua à Addis-Abeba. Seulement, pour les contrats, nous nous entendrons dans la suite avec la Compagnie du chemin de fer.

Écrit le 2 Noassé de l'an de grâce 1896 (ère abyssine) en la ville d'Addis-Abeba (8 août 1904).

(ANNEXE N° 2 À LA LETTRE DE M. PAUL CAMBON, DU 6 JUILLET 1906.)

DÉCLARATION.

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie fait observer que l'Italie a des traités avec le Sultan de Lugh, le Sultan de Raheita, et les Danakils, regardant des questions de frontière. Ces traités devant faire l'objet d'une négociation avec le Gouvernement éthiopien, il est impossible de les comprendre dans l'énumération de l'article premier, mais le Gouvernement italien se réserve de les communiquer à l'Angleterre et à la France après l'issue des négociations.

Le Ministre des Affaires étrangères d'Angleterre et l'Ambassadeur de France donnent acte au Ministre des Affaires étrangères d'Italie de cette déclaration.

---

N° 2.

M. LÉON BOURGEOIS, Ministre des Affaires étrangères,  
à M. LAGARDE, Ministre de France à Addis-Abeba.

Paris, le 7 juillet 1906.

La Convention à trois a été parafée hier. Veuillez vous concerter avec vos collègues anglais et italien pour communiquer à l'Empereur Ménélik le texte de cet



Arrangement. Il vous sera facile de faire ressortir aux yeux du Négus le soin avec lequel nous avons évité toute stipulation de nature à porter atteinte à ses droits souverains.

Léon BOURGEOIS.

---

N° 3.

M. LAGARDE, Ministre de France en Éthiopie,  
à M. Léon BOURGEOIS, Ministre des Affaires étrangères.

Addis-Abeba, le 18 juillet 1906.

J'ai fait aujourd'hui, conformément à vos instructions, une démarche avec les agents anglais et italien pour communiquer le texte de l'Accord à trois à l'Empereur et demander son adhésion.

Ménélik s'est réservé d'examiner mûrement l'affaire.

LAGARDE.

---

N° 4.

M. BARRÈRE, Ambassadeur de la République française à Rome,  
à M. Léon BOURGEOIS, Ministre des Affaires étrangères.

Rome, le 13 novembre 1906.

M. Tittoni vient d'inviter le Marquis de San Giuliano à signer en même temps la Convention éthiopienne et l'Accord sur la contrebande des armes.

BARRÈRE.

---

N° 5.

M. LAGARDE, Ministre de France en Éthiopie,  
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Addis-Abeba, le 5 décembre 1906.

Sur mon avis, confirmé par mes collègues, l'Empereur Ménélik nous a fait remettre un accusé de réception de l'accord à trois concernant l'Abyssinie.

LAGARDE.

---

N° 6.

M. Paul CAMBON, Ambassadeur de la République française à Londres,  
à M. Stéphen PICHON, Ministre des Affaires étrangères.

Londres, le 13 décembre 1906.

Nous avons signé aujourd'hui, sir Edward Grey, le marquis de San Giuliano et moi, la Convention <sup>(1)</sup> relative à l'Abyssinie, déjà parafée le 6 juillet dernier, et l'accord destiné à assurer la répression de la contrebande des armes à la Côte des Somalis.

Les parafes dont la Convention relative à l'Abyssinie était déjà revêtue engageaient les trois Puissances, et c'est dans un esprit de ménagement pour les susceptibilités du Négus que nous avons retardé la signature; la réponse de Ménélik à nos représentants à Addis-Abeba nous a permis de sceller définitivement notre accord.

Quant à la convention relative à la contrebande des armes, j'en envoie ci-joint le texte à Votre Excellence:

Paul CAMBON.

ANNEXE À LA LETTRE DE M. PAUL CAMBON, DU 13 DÉCEMBRE 1906.

---

*Convention relative à la contrebande des armes à la Côte des Somalis.*

La France, la Grande-Bretagne et l'Italie, ayant un intérêt commun à prévenir tout désordre dans les territoires qu'elles possèdent respectivement dans la région

---

<sup>(1)</sup> Le texte de la Convention relative à l'Abyssinie est publié en annexe à la pièce n° 1.

éthiopienne et sur le littoral de la mer Rouge, du golfe d'Aden et de l'océan Indien, ont convenu ce qui suit :

1. Les Gouvernements contractants, se référant aux dispositions contenues dans les articles 8 à 13 de l'Acte général de Bruxelles du 2 juillet 1890, s'engagent à exercer une surveillance rigoureuse sur les importations d'armes et de munitions :

Le Gouvernement français à Djibouti et Obock et dans les territoires de la Somalie française ;

Le Gouvernement britannique dans la Somalie anglaise et dans les ports et territoires de Zeila, de Berbera, d'Aden et de Périm ;

Le Gouvernement italien dans l'Érythrée, la Somalie italienne, et en particulier dans les ports de Massaouah et d'Assab.

2. Pour les armes et munitions destinées au Gouvernement éthiopien, aux chefs éthiopiens reconnus et aux particuliers en Éthiopie, l'autorisation de transit ne sera donnée que sur une demande formulée par ledit Gouvernement, indiquant nominativement les personnes autorisées, ainsi que la nature et la quantité des armes et des munitions, et certifiant que lesdites armes et munitions ne sont pas destinées à la vente.

3. Les trois Gouvernements s'engagent à prêter leur concours pour agir auprès du Négus, afin que, suivant les prescriptions de l'Acte général de Bruxelles, le trafic des armes et des munitions soit interdit en territoire Abyssin.

4. En ce qui concerne la surveillance des boutres qui viennent chercher des armes à Djibouti, Aden, Périm, Zeila, Massaouah, Assab et autres ports de la région, pour des points situés en dehors de la zone de protection de l'Acte de Bruxelles, des dispositions seront prises pour les empêcher de se livrer à des actes de contrebande.

5. En maintenant expressément les principes de la législation française sur le droit de visite et demeurant entendu que les deux Gouvernements italien et anglais maintiennent également leurs principes sur cette question, le Gouvernement français accepte que les mesures de surveillance appliquées par les autorités locales dans les eaux territoriales italiennes et anglaises aux petits bâtiments (boutres) de commerce indigènes, italiens et anglais soient également applicables dans les eaux territoriales anglaises et italiennes aux boutres portant le pavillon français ; de leur côté, les Gouvernements anglais et italien acceptent que les mesures de surveillance appliquées par les autorités locales dans les eaux territoriales françaises aux petits bâtiments indigènes de commerce (boutres) français soient également applicables aux boutres portant le pavillon anglais ou italien.

Ces mesures seront appliquées sans qu'il soit besoin de recourir aux formalités prescrites par les conventions consulaires en vigueur entre les trois Gouvernements.

6. Pour faciliter la surveillance sur les embarcations indigènes, et pour prévenir toute usurpation de pavillon, les trois Gouvernements s'engagent à se communiquer chaque année les listes des boutres autorisés à porter leur pavillon respectif.

7. Les trois Gouvernements obligeront, en outre, les boutriers autorisés à arborer le pavillon français, anglais, ou italien à inscrire sur leurs embarcations des marques apparentes qui permettent de les reconnaître plus aisément à distance.

8. Les Gouvernements anglais, français et italien sont d'accord pour prescrire à leurs autorités respectives de se concerter pour l'exécution sur place des dispositions résultant du présent accord.

9. Le présent Arrangement est conclu pour une durée de douze années à partir de de la signature, et restera en vigueur de trois ans en trois ans, à moins qu'il ne soit dénoncé six mois à l'avance.

Fait à Londres, le 13 décembre 1906.

(L. S.) Paul CAMBON.

(L. S.) E. GREY.

(L. S.) A DE SAN GIULIANO.







